

mais le principal de son action est resté sur les terrains indiqués plus haut.

Fondé par un homme politique et maintenu sous son absolue direction, le *Devoir* s'est maintenu principalement sur le terrain politique. Ses campagnes n'ont eu pour objet ni la défense des principes catholiques dans l'école, dans l'organisation ouvrière ou dans la vie politique, ni la lutte contre la franc-maçonnerie ou contre l'alcoolisme, ni l'exposition et la défense des droits de l'Eglise et du Souverain Pontife dans la vie des peuples chrétiens. Ce n'est pas porter un jugement sévère ni non plus un jugement complet sur les articles de M. Bourassa réunis dans la brochure très discutée et très discutable *Le Pape arbitre de la Paix*, que de dire que, même là, les préoccupations politiques ont plus de place et d'importance que les préoccupations religieuses.

Au point de vue catholique, il n'y a pas de parité à établir entre l'*Action Catholique* et le *Devoir*. Celui-ci fait son objet principal de la politique et des problèmes nationaux canadiens entendus au sens de M. Bourassa; celle-là fait son objet principal de la pensée et des principes catholiques à maintenir et à défendre, des intérêts catholiques à sauvegarder pour le bien de la vie canadienne; elle professe être une œuvre de l'Eglise, opérant sous sa juridiction directe et immédiate.

D'ailleurs ceux qui ont suivi attentivement les deux journaux depuis leur fondation, savent très bien que M. Bourassa n'a secondé ni partagé aucune des campagnes proprement catholiques du journal fondé par son Eminence le Cardinal Bégin, qu'il a plutôt évité de le citer, et qu'il n'en a guère parlé que pour l'attaquer, après l'avoir pendant longtemps trouvé trop "semaine religieuse."

Or les deux journaux étant tels au point de vue catholiques, qu'avons-nous vu, en ces dernières années, lorsque l'*Action Catholique* a contredit le *Devoir* dans une question que les partisans de M. Bourassa estiment une question purement politique? On a vu les nationalistes avant tout, ceux que l'on pourrait appeler non pas des catholiques intégraux mais des nationalistes intégristes, faisant tout de même profession d'appartenir avant tout à la religion et à l'Eglise, se tourner contre l'œuvre de l'Eglise pour soutenir celle d'un homme politique, menacer de détraire celle-là, la dénoncer, lui faire la guerre, par amour de celle-ci. N'est-ce pas là trop confondre sa religion avec sa politique, et même sacrifier les intérêts de celle-là, tels que la hiérarchie légitime les entend, aux passions de celle-ci? Rarement en notre pays on aura vu un exemple plus frappant des confusions dangereuses où les passions ont mêlé indûment les concepts et les intérêts de la religion et de la politique.

* * *

Le remède à ces confusions, où notre destinée

peut être gravement compromise, c'est sans doute le retour au calme qui laissera tomber le nuage ténébreux soulevé par les passions politiques et nationales, celles-ci plus aveuglantes encore que celles-là. Mais c'est surtout, avec l'attachement aux seuls chefs que nous devons reconnaître dans les questions religieuses, le Pape et les évêques, la pleine et sereine connaissance des principes que la philosophie chrétienne et l'Eglise enseignent sur les relations nécessaires entre la religion et la politique.

Tous les papes, surtout depuis Grégoire XVI, Pie IX, Léon XIII et Pie X, ont insisté sur l'union aussi bien que sur la distinction que Dieu, auteur de la société civile aussi bien que de la société religieuse, a établies entre la religion et la politique. Pour le bien et pour la sauvegarde de celle-ci, plus encore que pour l'honneur de celle-là, il ne doit pas y avoir entre elles divorce, pas plus que confusion. Et le bien de la politique plus encore que celui de la religion exige que dans leurs rapports nécessaires, ce soit la religion qui reste au premier rang, le spirituel avant le temporel, l'âme avant le corps.

Nos évêques, après les Papes et d'après eux, ont donné sur ce sujet de très sages directions destinées à maintenir le bel équilibre et la belle harmonie nécessaires entre les devoirs du chrétien et du citoyen, entre les partis et le clergé. Si leurs directions étaient bien comprises et fidèlement suivies, chaque citoyen ferait son devoir politique telle que la morale le lui enseigne, soumettant son jugement à l'enseignement et aux directions de ses chefs légitimes et non aveuglément à l'enseignement et aux directions d'un politicien sans valeur doctrinale, sans mission, sans autre autorité que celle des raisons qu'il peut comme tout le monde faire valoir. On éviterait bien des inconvénients résultant de l'esprit de parti, on ne mettrait pas la religion à la suite ou au service de la politique, on ne compromettrait pas son beau titre de catholique, mais on lui ferait honneur, pour l'avantage de la patrie autant que de l'Eglise.

J.-A. LANDER.

Pensées

La morale d'un peuple est l'œuvre de son passé. Le présent crée les vertus de l'avenir. Nous vivons de la morale de nos pères et nos fils vivront de la nôtre.

DR LEBON.

La première et la dernière partie de la vie humaine sont ce qu'elle a de meilleur, ou du moins de plus respectable; l'une est l'âge de l'innocence, l'autre, l'âge de la raison.

JOUBERT.